

Edition/ Polémique/ Le Dernier tabou : les harkis restés en Algérie

Sédia annule la publication du livre de Pierre Daum et parle de «choix éditorial»

Les éditions Sédia ont fait savoir au journaliste et auteur Pierre Daum qu'elles ne comptaient plus publier son dernier ouvrage «Le dernier tabou», les harkis restés en Algérie après l'indépendance, sous prétexte qu'après lecture, «il s'est avéré que la question des harkis a été, en certains points, traitée d'une façon qui est loin de cadrer avec la ligne éditoriale de Sédia».

PAR MERIEM KACI

« Dès lors, nous avons considéré tout à fait légitime de ne pas éditer cet ouvrage », se défendent les éditions algériennes, qui avaient pourtant signé un contrat de réédition avec

l'éditeur français, Actes Sud. Pourtant, Pierre Daum accuse Sédia de «censure» et parle d'«un coup de théâtre», alors que Sédia avait contractuellement prévu de le publier. Bien qu'il ait été édité en avril dernier en France par les éditions Actes Sud, le journaliste français, auteur d'enquêtes sur le passé colonial de la France, ne cache pas son mécontentement de l'annulation de la publication de son livre, alors que «qu'un mois suivant sa sortie en France, les éditions Sédia ont signé un contrat d'achat des droits du livre pour une publication en français sur le territoire algérien», avant de lui signifier, le 23 novembre dernier, que la publication de son livre n'était plus à l'ordre du jour. Pourtant, selon M. Daum, le directeur des éditions Sédia, Brahim Djelmami-Hani, lui a confirmé que la sortie publique de son livre qui est sous presse coïncidera avec le Sila, qui s'est tenu, pour rappel, du 28 octobre au 7 novembre derniers. Une confirmation qui lui a valu d'être «invité» par le chef du département «Livre» à l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Redha Talmat-Amar, à la 20e édition du Sila pour «présenter» son livre. Mais Pierre Daum, qui regrette ce qu'il considère comme une «volte-face de Sédia», reçoit la nouvelle foudroyante il y a moins

d'une semaine. «M. Djelmami-Hani m'a fait savoir que la publication de mon livre est pour le moment suspendue et non annulée, bien que 1 000 exemplaires du livre aient été déjà imprimés» et que le chef du département «Livre» à l'AARC «m'informe, par la suite, que la conférence que je devrais tenir au Sila est annulée vu que la publication du livre est suspendue», regrette-t-il. Jusque-là, l'auteur français aurait de l'espoir de voir son livre édité du moment que l'éditeur algérien lui confirme que son livre n'est pas annulé de publication, mais juste suspendu.

Nonobstant, notre interlocuteur explique que lundi dernier, les éditions Sédia informent les éditions Actes Sud «ne pas pouvoir publier le livre» et leur ont demandé ainsi de «procéder à l'annulation du contrat qui les lie à Actes Sud». A ce propos, contactée hier par Reporters, Zohra Guemoun, directrice de l'administration et des finances aux éditions Sédia, affirme avoir «dénoncé le contrat qui les lie avec Actes Sud, et ce, après une lecture approfondie de l'ouvrage». Elle explique dans ce contexte que la manière dont l'auteur a traité le sujet des harkis ne «convenait pas avec la ligne éditoriale de Sédia» et a trouvé «légitime» de ne pas l'éditer. Et de suggérer que «l'auteur est,

par ailleurs, libre de se faire éditer partout où il le veut et le peut en Algérie». Au bout de plus de 500 pages, entre analyses de sources et une soixantaine de témoignages recueillis auprès d'anciens harkis, vivant toujours en Algérie, Pierre Daum a voulu démontrer qu'il y a encore des anciens harkis qui vivent encore en Algérie et que les maquisards du FLN n'ont pas éliminé, tué ou massacré ces harkis. Ainsi, il disculpe les militants de la guerre de libération de la qualité de «méchants égoïstes» qui leur est attribuée; un mensonge, selon l'auteur, devenu au fil du temps une réalité, notamment par la France, qui confirmait que tous les harkis restés en Algérie étaient tous massacrés et ont payé de leur sang leur amour pour le drapeau français. L'auteur reconnaît toutefois que les harkis vivaient dans une situation préoccupante pendant les premières années de l'indépendance. Dans ce contexte, il reproche aux autorités des deux pays de ne pas se préoccuper des harkis qui, un demi-siècle plus tard, subissent un renversement de tendance; les anciens harkis et leur descendance font des pieds et des mains pour quitter l'Algérie. Par conséquent, l'administration française est assaillie de demandes de nationalité. ■

Entretien

Pierre Daum à propos de la décision de Sédia

«Un manque de courage affligeant»

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMIR TAZAÏRT

Reporters : Vous affirmez que votre livre *Le Dernier tabou* : les harkis restés en Algérie après l'indépendance a été censuré par Sédia. Quelles en sont les raisons selon vous ?

Pierre Daum : Je pose la question de savoir s'il s'agit d'une forme de censure ou non. Ce qui est certain, c'est que les éditions Sédia, après s'être grandement engagées dans la publication de mon livre, ont, brusquement et de façon extrêmement surprenante, opéré une volte-face sans nous fournir, à mon éditeur français, Actes Sud, et à moi-même, la moindre explication valable. Cette annulation (notifiée par e-mail le 23 novembre, ndlr) est véritablement un coup de théâtre !

Pourtant, votre livre a bel et bien été lu par le comité de lecture de Sédia et donc approuvé...

Absolument, d'autant plus que Sédia, avant de signer le contrat de cession des droits de publication sur le territoire algérien avec Actes Sud, a, comme cela se fait tout naturellement, reçu le manuscrit et a pris le temps de le lire. C'est tout à fait le déroulement classique entre deux maisons d'édition ! A partir de là, la deuxième maison d'édition prend le temps de lire, jusqu'à se prononcer par oui ou par non. Dans le cas qui me concerne, Sédia, après avoir lu mon livre, je vous parle de ça il y a six ou huit mois, a non seulement dit oui pour sa publication, mais en plus, elle en a amorcé l'impression. Aujourd'hui, cette volte-face de Sédia se fait alors que le livre est imprimé, à ses frais !

Sédia en a imprimé combien d'exemplaires ?

Selon ce que m'a dit son directeur, Brahim Djelmami-Hani, Sédia a imprimé un premier lot de 1 000 exemplaires, qui va visiblement partir à la poubelle ! Il s'agit vraiment, d'un

point de vue commercial, d'une opération complètement aberrante.

Que prévoit votre contrat dans ce cas avec Sédia ?

Juridiquement, dans son rapport contractuel avec Actes Sud, Sédia n'est pas en faute. Dans la mesure où dans le contrat type, le deuxième éditeur qui achète les droits pour un territoire donné s'engage à publier le livre objet du contrat dans un délai de 18 mois. Donc, Sédia aurait encore 10 mois pour sortir le livre. En fait, ce qui se passe, et c'est là l'une des faiblesses de la législation internationale qui régit les relations entre les maisons d'édition, c'est qu'un éditeur qui achète des droits pour un ouvrage n'encourt aucune pénalité si, finalement, il ne le publie pas. A vrai dire, il paie pour que pendant 18 mois, personne d'autre n'ait le droit de publier.

Que comptez-vous faire maintenant ?

Vis-à-vis des éditions Sédia, je ne peux strictement rien faire du point de vue juridique, car elles restent dans le cadre d'un contrat qui les lie à Actes Sud. En revanche, ce que je peux faire, c'est de dénoncer leur attitude, qui n'est certes pas une attitude illégale, mais qui reflète un manque de courage affligeant.

Mais il y a un paradoxe à relever : vous avez présenté votre livre au Centre culturel algérien alors qu'il n'est pas publié en Algérie. Un commentaire ?

Il est vrai que, d'un côté, je suis invité à en



parler dans un espace officiel algérien, qu'est le Centre culturel algérien de Paris, et d'un autre côté, tout semble faire croire que mon éditeur algérien s'est soit fait taper sur les doigts, soit a anticipé de se faire taper sur les doigts et a donc préféré prendre ses devants... Alors, je pense que les péripéties que subit mon livre semblent symptomatiques de l'éclatement des lieux de pouvoir et de décision en Algérie.

C'est-à-dire...

Je pense qu'en Algérie, dans les lieux de pouvoir, il existe certains groupes qui ont compris que non seulement mon livre n'est pas du tout contre l'Algérie, mais, au contraire, que mon livre est important pour permettre au pays d'avancer, pour l'aider à se débarrasser des conflits de l'histoire qui continuent d'empoisonner la société algérienne d'aujourd'hui. En revanche, il existe d'autres groupes de pouvoir qui ne voient pas les choses de cette façon et qui pensent que mon livre est néfaste à la société algérienne, ou alors qu'il est néfaste à leur propre pouvoir.

A qui faites-vous allusion ?

Il est sûr que mon livre, même si ce n'est pas du tout son sujet principal, fait partie de ces ouvrages qui remettent en question le discours de la légitimité historique de ce qu'on appelle la «famille révolutionnaire», celle qui continue de diriger le pays 50 ans après l'indépendance.

Avant d'être censuré en Algérie, vous l'avez été aussi en France...

Oui, en effet. Il y a un mois, j'ai été déprogrammé du Salon du livre de Mouans Sar-

toux, près de Cannes, parce que mon livre ne plaisait pas à certains milieux nostalgiques de l'Algérie française. Et je viens à nouveau d'être censuré et déprogrammé à Toulon, où je devais donner une conférence la semaine prochaine. C'est là la triste ironie, car ces déprogrammations et ces actes de censure en France viennent très clairement des milieux Algérie française les plus réactionnaires et les plus anti-Algériens ! Des milieux qui cherchent aujourd'hui encore à légitimer l'action des ultras, celle de l'OAS.

Ces milieux ont-ils des liens avec les centres de pouvoir en Algérie dont vous parliez ?

Non, je pense simplement qu'ils ne sont pas du tout liés. Cependant, la folie de l'histoire et son instrumentalisation pratiquée en France et en Algérie depuis cinquante ans font que des groupes que tout devrait en théorie opposer se retrouvent à user des mêmes procédés de censure. Mais ils ne se sont pas concertés. Chacun suit sa propre logique.

Y a-t-il des chances pour que l'ouvrage soit édité par quelqu'un d'autre ici en Algérie ?

Oui, et je suis d'un naturel optimiste. Je suis aussi l'un des journalistes français qui connaît bien l'Algérie, car cela fait plus de huit ans que j'y viens très régulièrement faire des reportages, notamment pour *Le Monde diplomatique*, et j'ai énormément confiance dans la société algérienne et dans sa volonté de réclamer de vraies études sur le passé historique de l'Algérie, en particulier sur la guerre de Libération. Il y a une telle force populaire en Algérie qui veut la fin de l'instrumentalisation de l'histoire officielle qu'elle finira par triompher. Et je veux croire qu'il existe en Algérie des éditeurs qui auront un vrai courage et ne vont pas se laisser influencer par des querelles au sommet de l'Etat qui datent finalement d'un autre âge. ■